

Paris, le 10 janvier 2017

On croit rêver...

...quand on LES entend !

Le 20 octobre dernier, au sein du sein de la Banque de France, en son auditorium situé rue Croix des Petits champs, le Cercle de la réforme de l'État a organisé un colloque intitulé « Quel service public demain ? ».

Ce Cercle « d'entre-gens », créé au début des années 2000, est composé de nombreux hauts fonctionnaires ayant pour la plupart occupé -à un moment ou à un autre de leur carrière- des fonctions dans les cabinets ministériels, mais aussi de quelques chercheurs et universitaires spécialistes de la modernisation de l'État et de la gestion publique. Au cours des 15 dernières années, ceux-ci ont salué l'avancée « phénoménale » qu'ont constitué à leurs yeux, le vote et la mise en œuvre de la Loi organique aux lois de Finances (LOLF) par les représentants des « partis de gouvernement » des deux bords. Ils prétendaient ainsi introduire la « culture de la performance » et des économies au niveau de l'État lors de l'élaboration des budgets annuels. Cependant, ces chantres se sont vite aperçus que l'accumulation d'indicateurs, d'objectifs, de performance et d'outils de reporting (tableaux de bord,

analyse des coûts complets, contrôle de gestion...) alourdissaient dangereusement la gestion et produisaient des effets pervers (par exemple, la culture du chiffre et des bâtons dans la Police notamment et ses conséquences pour la population des administré-e-s et les citoyen-ne-s).

En période de primaires « de droite » et « de gauche » (ou de la « belle alliance populaire ») pour désigner les candidats de ces partis dits « de gouvernement » pour l'élection présidentielle de 2017, c'est incontestablement pour peser sur le futur gouvernement que ce cercle a organisé cette journée afin de tirer ce qu'il conçoit comme une « sonnette d'alarme » face à l'état de délabrement de l'administration publique à ses différents niveaux d'exercice, pourtant conséquence des politiques menés par les mêmes. Pour mieux inspirer et précipiter encore des recettes pires que les maux qu'ils ont contribué à créer.

Nous pouvons noter au passage que si le cercle évoque la « meilleure écoute de la société civile », le grand témoin invité à illustrer cette épineuse question a surtout présenté le cadre dans lequel pouvait s'opérer « une meilleure compréhension des entreprises et de leurs besoins ». Le moins que nous puissions dire est qu'il s'agit là d'une vision bien restrictive de la société civile... Sachant que pour les usagers en général, la seule perspective est celle de la « co-production » de services publics ; autrement dit un abandon progressif de l'État et de ses missions sociales aux usagers eux-mêmes et à d'éventuels opérateurs associatifs censés les « représenter ».

Cerise sur le gâteau, la conclusion de la journée a été faite par le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau qui fut au début des années 2000, un des acteurs du projet de réforme Sautter de fusion des Directions Générales des Impôts et de la Comptabilité Publique, alors avorté du fait de la mobilisation historique des agents concernés. Or, cette fusion par la création de la Direction Générale des Finances Publiques a été finalement réalisée dans le cadre de la RGPP, alors que le même Villeroy de Galhau était directeur général des Impôts. Il fut donc un des acteurs majeurs du projet de mise en place de cette DGFIP dont la réalisation se traduit par un recul sans précédent de ses missions fusionnées, un démembrement de ses services et de son réseau, des suppressions d'emplois par dizaines de milliers....



Quatre thèmes - et non des moindres - ont été mis en débat :

- **Pourquoi un nouveau service public d'ici 2022 (le temps d'une mandature) ?**
- **Un service public à l'écoute de la société.**
- **Pour une meilleure gouvernance publique.**
- **Pour un management public rénové [ndlr : « vas-y roule ma poule » pourrions-nous dire, comme si le « management public » - vous savez le « nouveau » manifestement déjà ancien pour le cercle « réformiste » - n'avait pas déjà causé suffisamment de dégâts...].**

« Le service public ce n'est pas ringard ! »

Qui l'a dit ?

Or, cet acteur décisionnaire, s'appuyant sur les interventions de ses partenaires anglo-saxons lors des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale,

a déclaré tout de go : « *Le service public ce n'est pas ringard ! On a besoin de services publics forts et de préserver le modèle social européen* ».

En effet, dès les années 1980, les USA, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni ont été concepteurs du New Public Management qui s'est imposé hélas partout comme une panacée universelle mais avec des conséquences redoutables pour les politiques sociales. Aujourd'hui, ces pays déplorent les inégalités et la pauvreté abyssale de leurs sociétés y comparant les effets d'amortissement de la crise économique permis par les acquis sociaux en Allemagne, dans les pays d'Europe du Nord et... en France. D'où l'élan exaltant et militant du service public du gouverneur de la Banque de France.

Mais de quel service public parle-t-il ? De celui qu'il a contribué à casser ? A quand ses mea culpa publics ?



A les entendre...

...nous croyons rêver !



Car, agent-e-s du service public, administré-e-s, citoyen-ne-s, nous sommes en droit de douter de leur parole et de leurs intentions réelles. Car nous sommes légitimes à nous demander pourquoi ils feraient demain leur « acte de contrition ».

Car, nous attendons qu'ils nous annoncent dès maintenant qu'ils stoppent net leurs réformes qui amputent les services publics de l'essentiel de leurs moyens ; qu'ils arrêtent ces réformes qui démoralisent la plupart des agent-e-s attaché-e-s à leurs missions de service public mais laissé-e-s démuni-e-s en première ligne face aux attentes et aux besoins d'usagers abandonnés en rase campagne... et à la ville...

Que nenni ! Ils, ces importants - ou qui croient l'être -, ont bien l'intention de continuer.

Et ils le prouvent comme c'est encore le cas à la Banque de France, dont le même François Villeroy de Galhau est gouverneur, Banque de France priée de « *calquer son organisation sur les 13 grandes régions administratives* » avec... nouvelles fermetures de sites locaux à la clé...

